

url : <http://ugtg.org/spip.php?article1582>

Lettre ouverte de L'UGTG À la direction du Pôle Emploi Guadeloupe sur la situation des salariés de TRIVALDEC & sur L'IAE en Guadeloupe

Date de parution : 29 novembre 1999

- Actualité -

Date de mise en ligne : mardi 27 septembre 2011

Mis à jour le : mardi 27 septembre 2011

UGTG.org

Capesterre Belle-Eau, le 6 Septembre 2011

M. AurÃ©lio AMORIN
Directeur support aux opÃ©rations
PÃ´le Emploi Guadeloupe
s/c
M. SWIETON Michel,
Directeur rÃ©gional
PÃ´le Emploi Guadeloupe

Objet : Dossiers TRIVALDEC & SIAE

Monsieur le directeur,

Dans un courrier datÃ© du lundi 29 aoÃ»t 2011, LâEuros"UGTG interpellait le directeur rÃ©gional de PÃ´le emploi Guadeloupe Ã propos des retards (ou refus) de paiement des salaires auxquels Ã©taient confrontÃ©s les salariÃ©-e-s (la totalitÃ© dâEuros"entre eux, sommes nous en mesure dâEuros"affirmer) de lâEuros"association dâEuros"insertion par lâEuros"activitÃ© Ã « **TRIVALDEC** ».

Nous vous prÃ©cisions aussi que cette situation Ã©tait dâEuros"autant plus inacceptable, que la SIAE [1] TRIVALDEC avait reÃ§u au cours des trois derniers mois plus de **18 000** euro dâEuros"aides au salaire versÃ©es par lâEuros"ASP sur une base forfaitaire, câEuros"est-Ã -dire en lâEuros"absence de justificatif. De quoi payer au moins deux des trois mois de salaires Ã la totalitÃ© des salariÃ©sâEuros!

Dans un second courrier datÃ© du mercredi 31 aoÃ»t 2011 de nouveau adressÃ© Ã Michel SWIETON, nous contestons la lecture qui en avait Ã©tÃ© faite. En effet, les affirmations des salariÃ©s Ã©taient dâEuros"abord Ã©tayÃ©es par deux courriers de rÃ©clamation. Elles Ã©taient en outre renforcÃ©es par le caractÃ¨re forfaitaire des versements effectuÃ©s par lâEuros"ASP sur la pÃ©riode considÃ©rÃ©e. Enfin, et surtout, parce-que câEuros"est bien Ã lâEuros"employeur quâEuros"il appartient dâEuros"Ã©tablir (i.e. prouver) le paiement des salaires (*cf. Cass. Ch. soc. 13 janvier 2010 - pourvoi nÂ° 08-41.356*) ; ce que vous sembliez ignorer.

Nous contestons Ã©galement le traitement rÃ©servÃ© Ã ce dossier impliquant une nouvelle fois le PÃ´le Emploi Guadeloupe (âEuros!). DâEuros"autant quâEuros"Ã lâEuros"appui, nous vous Ã©voquions plusieurs autres cas inÃ©dits voire impensables.

Nous terminions âEuros" aprÃ¨s avoir relayÃ© un certain nombre de questions relatives Ã « lâEuros"opÃ©rationnel Ã » et de prÃ©occupations exprimÃ©es par des conseillers IAE [2] sur les risques juridiques auxquels vous les exposiez âEuros" par lâEuros"exigence que ce nouveau scandale soit lâEuros"occasion pour la direction rÃ©gionale dâEuros"engager enfin des actions pour une application plus respectueuse du cadre et des rÃ©gles fixÃ©es par lâEuros"accord cadre national du 15 mars 2009 signÃ© par le PÃ´le Emploi et surtout des droits des salariÃ©s travaillant dans les structures dâEuros"insertion par lâEuros"activitÃ© Ã©conomique.

LâEuros"UGTG rÃ©clamait la mise en place âEuros" par exemple - dâEuros"un contrÃ´le prÃ©ventif et sur site, commun avec la DIECCTE. Nous aurions tout aussi pu pointer lâEuros"absence dâEuros"accord, alors quâEuros"une trame dâEuros"accord rÃ©gional a Ã©tÃ© fournie (Ã vous et Ã la DIECCTEâEuros!) depuis tantÃ´t pour aider les diffÃ©rentes parties prenantes Ã dÃ©finir un cadre dâEuros"action commun.

Hier, dans le **JOURNAL AN NOU** du mois de septembre 2011, LâEuros"UGTG revenait sur ce dossier et apportait aux agents du PÃ le Emploi Guadeloupe de nouveaux Ã©lÃ©ments pour contrecarrer la volontÃ© de la direction rÃ©gionale de minimiser âEuros" voire dâEuros"Ã©touffer - lâEuros"affaire (malgrÃ© les prÃ©cÃ©dents) ; et pour anÃ©antir lâEuros"opÃ©ration mÃ©diatique - donc mensongÃ©re - enclenchÃ©e par la directrice de cette SIAE avec la complicitÃ© dâEuros"un journaliste que nous avons appelÃ©.

Nous avons ainsi condamnÃ© la rÃ©ception prÃ©cipitÃ©e de lâEuros"employeur par le DTD de la zone Basse-Terre et sa rÃ©signation face Ã la situation ; preuve de la volontÃ© de la direction rÃ©gionale dâEuros"ignorer purement et simplement lâEuros"autre partieâEuros! 9 salariÃ©s adultes connaissant dÃ©jÃ de grandes difficultÃ©s sociales et agrÃ©es pour cette raison, contraints une nouvelle fois de **ay mandÃ© chyen tÃ©tÃ©** alors quâEuros"ils Ã©taient sous contrat toute la pÃ©riode considÃ©rÃ©e.

LâEuros"UGTG y rÃ©itÃ©rait aussi lâEuros"exigence du paiement des salaires Ã ces personnes qui pour la plupart ont un CDDI (!!!) [3] ; et lâEuros"arrÃ©t des dÃ©rives auxquelles le service public de lâEuros"emploi ouvre la voie ; en raison de votre inaction et de celle des pouvoirs publics. Exigences qui supposent dâEuros"autres initiatives quâEuros"une simple rencontre SWIETON-ARCONTE.

AujourdâEuros"hui, tout ce beau monde feint de dÃ©couvrir que les personnes recrutÃ©es par les structures dâEuros"insertion (AI - EI - ACI âEuros" GEIQ âEuros" ETTIâEuros! pour ne citer que les plus connues) sont des salariÃ©s disposant de tous les droits attachÃ©s Ã ce statut (congÃ©s payÃ©s, rÃ©munÃ©ration au moins Ã©gale au SMIC, etc.). Et que le vol de leurs salaires est dâEuros"autant plus indÃ©fendable que lâEuros"employeur bÃ©nÃ©ficie dâEuros"une aide couvrant au moins deux tiers du salaire, 105% dans le cas des CCDI ; de substantielles subventions de provenance parfois multiple (ASP âEuros" CR âEuros" CG âEuros" MILEâEuros!) ; et dâEuros"exonÃ©rations des charges patronales. Il est donc inconcevable que le PÃ le Emploi, la DIECCTE, LâEuros"ASP et les pouvoirs publics aient fait le choix de fermer les yeux ou de dÃ©tourner le regard et de laisser un petit nombre dÃ©tourner ces sommes, ne pas payer les salariÃ©s ; avant - **ozabwa** - de se plaindre de charges, de lourdeurs administratives, de la fainÃ©antise de leur personnel, de difficultÃ©s financiÃ©res, de lâEuros"absence de commandesâEuros! Et de mettre la clÃ© sous la porte, comme aux Abymes, et Petit-Canal ; ou de disparaître purement et simplement comme encore rÃ©cemment Ã Petit-Bourg.

AujourdâEuros"hui, du beau linge tente de sâEuros"abriter, qui derriÃ©re les conseillers (Ã qui la DR demande de Ã« recevoir ces gens Ã »), pour mieux se dÃ©rober ; qui derriÃ©re une antienne (Ã« on aide la jeunesse en difficultÃ© Ã »), pour mieux se remplir les poches ; qui derriÃ©re lâEuros"insuffisante maÃ©trise du cadre IÃ©gal (liÃ© en partie Ã lâEuros"absence dâEuros"accord rÃ©gional sur LâEuros"IAEâEuros!), pour nombre dâEuros"intervenants ; qui derriÃ©re des salariÃ©s IAE/Contrats aidÃ©s en situation de peur, de fragilitÃ© ou de faiblesse (souvent pas capables de rÃ©digier un Ã« courrier âEurosocritâEuros Ã » (sic) pour alerter une Ã« administration Ã » et laisser une traceâEuros!), **pÃ©tÃ©t**, pour pouvoir mieux les rÃ©inviter demain Ã **vinn koupÃ© zÃ©b** ou **vinn fÃ© mÃ©naj** au domicile.

AujourdâEuros"hui, toutefois, en raison des informations qui continuent de lui parvenir et Ã©manant dâEuros"agents, de salariÃ©s, ou dâEuros"ex salariÃ©s aujourdâEuros"hui au chÃ©mage, ce qui la conforte dans son action ; en raison de la mise en cause des agents de maniÃ©re dÃ©guisÃ©e (cf. *article du F-A oÃ¹ il est dit quâEuros" Ã« un des salariÃ©s a eu le malheur de se rendre dans une administration Ã »âEuros! Cf. aussi courrier adressÃ© ce dimanche 4 aoÃ¹t Ã M. AUDEBERT par la directrice de la structure*), ou de maniÃ©re directe (âEuros!) ; en raison de la mise en cause du PÃ le Emploi par ceux-lÃ© mÃ©mes qui ne paient pas les salariÃ©s quâEuros"on met Ã leur Ã« disposition Ã » quasi gratuitement (un des salariÃ©s sâEuros"est prÃ©sentÃ© pour informer que la responsable leur avait indiquÃ© que le Ã« PÃ le Emploi lui a demandÃ© de fermer la structure Ã »)âEuros! :

[-] LâEuros"UGTG PÃ le Emploi estime quâEuros"il est plus que temps que vous (AurÃ©lio AMORIN)

receviez enfin ces salari¹s ;

[-] LâEuros"UGTG P¹le Emploi vous r¹clame aussi une rencontre sur des dossiers litigieux et plus largement sur lâEuros"IAE ;

[-] LâEuros"UGTG P¹le Emploi vous pr¹cise quâEuros"elle sera À cette occasion accompagn¹e de son secr¹taire g¹n¹ral ;

[-] LâEuros"UGTG P¹le Emploi tient À votre disposition une copie des ¹ci¹ments quâEuros"elle entend vous soumettre ;

[-] LâEuros"UGTG P¹le Emploi tient aussi ces ¹ci¹ments À la disposition du service QMR Guadeloupe et du DGA QMRâEuros!

Pour ¹viter que lâEuros"ensemble de ces ¹ci¹ments - et dâEuros"autres - ne se retrouve progressivement ou À terme expos¹ sur la place publique (la suspension des versements ASP ne r¹glant pas le probl¹me des arri¹s de salaires) ; lâEuros"objectif ¹tant avant tout de d¹fendre les droits de ces salari¹s pr¹caris¹s.

Pour contrecarrer la volont¹ conjug¹e (dont celle de la direction du P¹le Emploi) de faire en sorte que la responsabilit¹ de ces scandales et d¹rives soit une nouvelle fois endoss¹e par les agents ; et que le retour au ch¹mage avec quelques mois dâEuros"avance de salari¹s exploit¹s soi-disant en insertion, suite À la fermeture pr¹cipit¹e ou in¹vitable de ces structures a la d¹riv, soit imput¹ À notre organisation.

À0 osi, pou d¹men pon moun pa bigidi ; ou tant¹ ay di : swa i pat¹ o kouwan, swa janmen pon moun pa alewt¹âEuros"yâEuros!

Pour LâEuros"UGTG,

Tony DAGNET

Copie À :

M. Michel SWIETON, directeur r¹gional P¹le Emploi Guadeloupe

M. Jean-Paul AUDEBERT, directeur territorial d¹ci¹gu¹

M. Christian SAINT-ETIENNE, responsable QMR Guadeloupe

M. Olivier SORET, d¹ci¹gu¹ r¹gional de lâEuros"ASP

M. Urbain ARCONTE, directeur r¹gional du travail, DIECCTE Guadeloupe

Mme Luc-Lise ERHARD, r¹f¹rent insertion, DIECCTE Guadeloupe

[1] Structure d'Insertion par l'Activit¹ Economique

[2] Insertion par l'Activit¹ Economique

[3] Auquel cas, 105% du salaire est pris en charge par l'Etat durant la totalit¹ du contrat